# LA MARGE ROUGE 57

**Supplément des militants de l'éducation nationale. mars 2007**

## *Pour un droit égalitaire à l'éducation*

A l'opposé d'une fonction de reproduction sociale, l'école devrait être un vecteur d'égalité sociale. Il y faudrait des moyens et des mesures ayant explicitement cet objectif…

Il est beaucoup question d'éducation dans le débat présidentiel. Le plus souvent, celui-ci s'engage sous le couvert du slogan mensonger d'« égalité des chances ». Les inégalités sont pourtant massives : les employés et les ouvriers représentent 60% de la population et leurs enfants représentent 3,4% des étudiants dans écoles de commerce et 6,1% dans écoles d'ingénieurs alors que 85% des élèves de ces 2 filières sont enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures.

« Toi, enfant de pauvre, tu saisis ta chance, ou tant pis pour toi ! ». Refusons ce chantage. L'éducation n'est pas « une chance », c'est un droit, un droit fondamental ! Attaqué de toutes parts !

**Haro sur la carte scolaire !**

Le trouble est jeté sous la pression combinée des libéraux de droite et de gauche. Abandonner le principe même de la carte scolaire serait confirmer officiellement la discrimination. La suppression de la sectorisation ne signifierait pas le libre choix des établissements par les familles, mais l'inverse : le libre choix des familles par les établissements !

Il n'y a aucune fatalité à la dégradation ! Nous proposons la généralisation à 20 élèves par classe en ZEP, à 18 dans les 100 établissements les plus difficiles. Et là, de diminuer d'un 1/3 le temps de travail des enseignants pour permettre la concertation. Cela nécessiterait le doublement de la somme dérisoire actuellement consacrée aux ZEP (0,9% du budget de l'E.N.).

**Surenchère sur le thème de l'ordre.**

Le débat est d'emblée perverti. Il faut d'abord, hors de l'école, des mesures d'urgence sociale. Et dans l'école, nous affirmons que si la discipline est indispensable, elle n'est pas une valeur en soi. On est à l'école pour apprendre, c'est l'essentiel. Le calme doit le permettre et le faciliter. Dans ce but, il faut : un encadrement administratif cohérent et ferme (contrôle des absences, respect des décisions prises collectivement, constance dans le suivi), des profs remplacés rapidement, un contact suivi avec les parents, des pédagogies adaptées. Cela exige des moyens en personnel formé à ces tâches. Nous sommes loin de toute militarisation ! La discipline est à mettre en œuvre comme condition nécessaire, jamais suffisante. L'école ne peut être le lieu de soumission générale et irraisonnée.

## Bayrou, faux-ami des profs et vrai homme de droite !

On entend autour de nous un certain nombre de collègues envisager de voter pour F. Bayrou. D'après un sondage paru début février dans *Le Monde de l'éducation*, cela concernerait 27% des profs.
Cela traduit en partie le malaise d'enseignants de gauche, qui ne supportent plus la candidate socialiste et ne lui ont pas pardonné sa sortie sur les 35 heures. Et l'on entend régulièrement que Bayrou, lui au moins, n'a rien fait quand il était ministre de l'Education Nationale. Et ne rien faire, c'est déjà beaucoup, dans cette période d'attaques incessantes contre l'Ecole, ses personnels et ses élèves. Pourtant, si les profs ont bien compris que la droite, avec Sarkozy qui fait la course en tête, ne ferait que dégrader leurs conditions de travail, ils oublient un petit détail : F. Bayrou est lui aussi un homme de droite, un pur produit du marigot politicien. Il a été ministre de bout en bout des gouvernements Balladur et Juppé. Et G. de Robien, le ministre de l'E.N., qui vient de réformer le décret de 50 et de supprimer des centaines de postes est bien membre de l'UDF…le parti de F. Bayrou !
Et n'oublions pas : c'est en 1994 que Bayrou lui-même, alors ministre de l'E. N., a voulu réformer la loi Falloux, en proposant d'augmenter encore les subventions publiques versées à l'enseignement privé. Cette réforme avait mis un million de personnes dans la rue. C'est bien la seule réponse possible, face à Bayrou et à ses amis politiques : une mobilisation d'ampleur contre leurs projets de casse de l'Education Nationale !

## Sarkozy ou le pompier pyromane

Le milieu enseignant n'est guère coutumier des mobilisations à répétition en période électorale. Et pourtant, depuis décembre pas un mois sans une journée d'action ! Les sondeurs laissant entendre que le vote des profs n'est pas forcément acquis à S. Royal, Sarkozy qui est décidément prêt à tout, fait dire par son entourage que finalement il ne mettra sans doute pas en application les modifications du décret de 50 qui allonge le temps de travail de nombreux profs de second degré. Pour les promesses et les mensonges, pas de doute : c'est bien l'héritier de Chirac !

## Après les enfants, leurs parents, N.Sarkozy s'attaque aux enseignants.

A Paris, la police a tenté d'arrêter des parents "sans papiers" qui venaient chercher leurs enfants à l'école. Devant les protestations des parents d'élèves et des enseignants, la police a dû reculer dans ses tentatives de rafles d'un nouveau genre malgré l'usage de gaz lacrymogène et les coups. Avec les enseignants, la directrice a cherché à protéger les enfants pendant ces incidents. Pour cela, elle a été mise en garde à vue. Le ministre candidat Sarkozy montre son vrai visage : derrière son discours électoraliste sur le respect des enseignants pointe ouvertement sa politique répressive et policière ! Pour draguer l'électorat de Le Pen, il veut expulser les immigrés sans papiers et punir celles et ceux qui les soutiennent.